



Marie-Christine Fourny

Challenges and problems of Alpcity Project

Je voudrais présenter ici le point de vue du chercheur, sur le programme de manière générale, et sur ce qu'il peut en être retiré pour la compréhension de la petite ville. C'est un point de vue personnel mais il s'est forgé à travers un travail collectif et je le pense donc assez partagé.

Mme Séna m'avait d'abord demandé de reprendre ce que j'avais exposé à Milan, et qui présentait déjà le texte introductif du SCC, intitulé « cadrage problématique sur la petite ville de montagne ».

Ce qui est tout à fait justifié, tant il est logique de partir des questions que l'on s'était posées au départ, puis de voir de quelle manière on y répond à l'arrivée !

Mais cela peut tout de même donner l'impression que le comité scientifique a ressassé pendant trois ans les mêmes choses, qu'il a toujours posé les mêmes problèmes mais qu'il s'est bien gardé d'y répondre. Ce qui correspond assez à une idée répandue sur le chercheur qui ne trouve jamais, sinon il ne serait plus chercheur. Mais la réalité est exactement l'inverse : le chercheur trouve, à condition d'avoir posé les bonnes questions !

Je voudrais pour cela moins parler des problèmes des petites villes, que du questionnement qui s'est progressivement construit sur les petites villes, car c'est celui-ci qui nous fédère, qui fait qu'Alpcity est d'« intérêt général » et qui justifie donc qu'il se pérennise.

Au début : la petite ville alpine

Dans une toute première réunion générale où les « experts » avaient été invités, à Turin, nous avons été presque « sommés » de définir la petite ville de montagne et la manière dont pouvaient se résoudre ses problèmes. Après tout, que l'expert expertise et dise ce qui doit être fait pour cette petite ville !

Or la question était tout à fait embarrassante !

- D'abord parce qu'on discute depuis des décennies des seuils entre petites villes, moyennes villes ou métropoles, etc, sans pouvoir bien sûr trouver de réponses statistiques stables.
- Ensuite, parce que la petite ville n'est pas du tout un objet de préoccupation scientifique. La grande ville, la métropole, la cité globale, la ville internationale oui, mais la petite ville ! Ce qui veut dire qu'il n'y a pas beaucoup de références récentes importantes en recherche sur la question.
- Enfin nous étions embarrassés parce qu'il y a autant de petites villes que de pays, autant de manières nationales de définir les seuils démographiques, de manières régionales de définir la zone de montagne, de manières locales de vivre dans ces villes.
- Une dernière raison et non la moindre est d'ordre politique. Nous pouvions toujours faire intervenir la raison scientifique et des critères objectifs, mais ceux-ci devaient faire avec la raison (ou l'absence de raison) administrative. Or la raison de l'administration européenne fait que l'espace alpin contient des massifs non alpins. Et

puis aussi qu'en cette réunion, le partenariat était pour l'essentiel déjà constitué, avec un ensemble de personnes qui elles connaissaient des problèmes concrets, et qui avaient envie de travailler ensemble. Je pense que si nous avions dit : « les petites villes des Alpes qui doivent être la cible du programme doivent avoir entre 1000 et 5000 habitants, des collèges mais pas de lycée, perdre des habitants, être pauvres, vieillissantes, avec des activités en déclin, peu de tourisme », et avec tout ça avoir tout de même envie d'engager des opérations innovantes, forcément avec une démarche participative, vous n'alliez pas changer le contenu du programme mais plutôt changer d'experts !

De la petite ville à la problématique commune

C'est une situation qui du point de vue de la philosophie de la recherche est très intéressante. Elle ne conduit pas du tout à de la compromission, du type : « je veux absolument être expert et ferai tout pour cela, quitte à définir la petite ville selon les desiderata du client ». Elle conduit à considérer que le problème ne doit pas être *a priori* pertinent d'un point de vue scientifique, mais qu'il existe dans la manière dont les acteurs locaux le posent. Ce que l'on nous montrait, ce n'était pas une communauté préexistante et homogène de petites villes, mais **une communauté de problèmes**. Vous disiez en quelque sorte : « nous sommes face à des problèmes de développement, ils engagent plus ou moins la question de la petite ville. Aidez-nous à mettre de l'ordre là-dedans ». De l'ordre, parce qu'il en faut suffisamment pour avoir des choses à partager, à échanger et pour construire quelque chose qui puisse bénéficier à d'autres.

Comment se posait ce problème commun ? Tout une partie du travail du SCC a résidé dans son explicitation :

- D'abord et avant tout **des besoins et une volonté de self development**. C'est une dimension plus forte que celle de la crise, car s'il y a peut-être une crise culturelle de représentation et d'identité, il n'y a pas de manière générale une crise économique et pas de corrélation absolue entre montagne, petit et crise.

- Puis une certaine **spécificité** dans la mise en œuvre de cette volonté de self development. Elle est due :

. à la taille et au cloisonnement d'abord ;

. à une volonté d'autonomie culturelle et politique. On veut continuer à exister ! Lorsqu'on parle développement durable ici, cela n'implique pas seulement l'environnement mais aussi le territoire dans ses significations. C'est une **idée du territoire** que l'on a envie de voir se pérenniser.

. à une autonomie voulue mais aussi forcée : lorsque la petite ville n'est pas dépendante d'un grand centre qui la satellise elle est en fait seule, en dehors aujourd'hui des flux qui font la métropolisation.

- Enfin des ressources. Ce contexte particulier du self development se fait en regard de **ressources** et cette ressource commune qui nous rassemble c'est celle de la **montagne**. Je ne parlerai pas d' « identité montagnarde », car le terme est bien souvent galvaudé. Et ce qui importe, c'est ce que l'identité permet de construire, c'est la manière dont elle va se transformer en ressource. Il en ressort une « **ressource identitaire** » : de la plus-value culturelle sur les produits, la valeur économique d'un patrimoine, une image porteuse, un support à une dynamique sociale, du lien collectif, de l'attachement au territoire.

La montagne dans Alpcity, n'est pas tellement un milieu géographique. Elle renvoie plutôt à cette unité dans la ressource. L'objet commun, que partagent tous les partenaires, réside dans ***une valeur culturelle de la montagne qui fonde de la ressource.***

La question centrale qui est au cœur du programme d'Alpcity, peut alors se formuler de la manière suivante :

« *comment un espace local peut-il transformer la valeur culturelle de son environnement en ressource,*

. lorsque ce n'est pas lui qui définit les termes de la valeur (l'attractivité vient du fait que la montagne est un espace de valeur pour la société globale)

. mais qu'il veut s'assurer une maîtrise de cette transformation, une maîtrise économique, culturelle, et cognitive ». (Maîtrise cognitive car il y a du savoir-faire et du savoir au niveau local ; et il y a moins besoin d'experts que de moyens pour acquérir une capacité interne d'expertise et d'ingénierie).

L'objectif du programme devient alors celui de la mise en oeuvre de ce processus de transformation, et pour le SCC de l'évaluation et de la connaissance des processus.

L'hypothèse sur cette transformation est qu'elle nécessite de ***construire une région***, un territoire. J'entends par là la construction de solidarités, d'un « intérêt commun », pour que l'organisme isolé et petit qu'est la petite ville de montagne acquiert les moyens nécessaires à la maîtrise. Ce qui a été fait autour de l'idée de réseau et de la base de données de bonnes pratiques. J'entends par là aussi un projet régional commun où les réseaux se font dans un espace donné, et défendent une idée commune du développement de cet espace. Ce qui a été fait autour à travers les références à la montagne et au développement durable.

Du problème commun à une démarche de travail

M. Perlik et L. Alfaré feront par la suite le bilan scientifique du programme. Mais quoiqu'il en soit, la manière dont cette problématique s'est définie a été par elle-même fructueuse. Elle a donné au comité scientifique une place tout à fait intéressante, à la fois dedans et dehors, d'expert mais aussi de partie prenante. Il s'est mis en place une sorte d'évaluation en continu, qui curieusement n'existe pas dans les programmes Interreg où l'évaluation comptable et administrative est omniprésente mais n'est jamais sur le fond !

Elle donne aussi de la valeur au projet car la formalisation un peu théorique parfois des chercheurs permet de généraliser, de comparer, de dépasser les cas particuliers et ainsi d'avoir une valeur sociale générale.

C'est aussi ce genre de démarche qui donne à Alpcity une valeur d'exemplarité. Nous sommes dans ce que l'Europe définit comme un « projet stratégique » et qu'elle réclame pour INTERREG IV : non pas une collection de petites opérations intéressantes, mais un programme qui a pour but de structurer et de créer de la capacité de développement.

Il reste néanmoins à construire une véritable connaissance sinon la généralisation et la valeur opérationnelle du programme restent limitées. En tant que coordonnatrice du SCC, je militerai pour un travail d'analyse à l'échelle de l'arc alpin, et je militerai aussi pour faire des villes alpines des laboratoires du développement durable, avec des politiques et des outils d'évaluation à l'appui.